

Le refus d'un référendum sur l'immigration mènera à la guerre civile

écrit par Jacques Guillemain | 19 novembre 2023





Macron nous prépare des lendemains tragiques.

En 2021, les 2/3 des Français souhaitaient un référendum sur l'immigration. Aujourd'hui, après les émeutes qui ont de nouveau embrasé le pays, et après le retour de la guerre au Moyen-Orient qui confirme si besoin était la grave fracture identitaire de la nation, un tel référendum révélerait sans doute que les 3/4 des citoyens souhaitent en finir avec l'immigration de masse qui détruit leur quotidien.



Mais Macron fait le choix criminel d'écouter les seules banlieues plutôt que l'ensemble du peuple français. Sa dérobade face au défi de l'immigration de masse va nous conduire au **“face à face”** annoncé par Gérard Collomb, prédiction que toute la classe politique a choisi d'enterrer.

Le **“format Saint-Denis”** de ce vendredi, selon l'appellation donnée par l'Elysée à la réunion des partis politiques voulue par Emmanuel Macron, a été un **“format squelettique”**

d'où il n'est rien ressorti, comme prévu.

<https://www.lefigaro.fr/politique/rencontre-de-saint-denis-un-referendum-sur-l-immigration-plus-a-l-ordre-du-jour-20231117>

LR, le PC et le PS étaient aux abonnés absents, dénonçant cette mascarade élyséenne, énième farce de communication pour donner l'illusion que Macron est un démocrate.

Mais comme le dit Olivier Marleix, **“Tout le monde sait qu'Emmanuel Macron est incapable d'écouter qui que ce soit et reste perçu comme l'un des présidents les plus recentralisateurs que nous ayons connus”**.

Non seulement Macron n'écoute aucun parti politique, pas même le sien, mais **il méprise le peuple au plus haut point**.

Cette deuxième réunion de Saint-Denis a été l'occasion pour Macron **d'écartier définitivement l'élargissement du référendum** aux questions sociétales, notamment sur l'immigration, prétextant qu'il n'y a pas de consensus des partis sur le sujet.

Avec un tel raisonnement, le multipartisme devient le prétexte numéro 1 pour enterrer les sujets qui fâchent, au mépris de la volonté du peuple. Macron est bien un petit dictateur qui n'en fait qu'à sa tête et gouverne seul.

Les Français ne veulent plus d'immigration et souhaitent un référendum sur le sujet, défi numéro un que la France doit relever avant l'explosion qui va tout emporter.

Mais comme on le voit avec le conflit israélo-palestinien, Macron est devenu l'otage des musulmans et toute sa politique, internationale ou nationale, se décide dans nos banlieues.

L'ahurissant épisode Belattar résume à lui seul l'état de soumission de l'Élysée à la communauté musulmane. Macron est

tétanisé par le risque d'un embrasement des cités.

Ce faisant, il ne fait qu'aggraver la situation et mener le pays à la guerre civile. Tous les messages d'alerte sont aussitôt mis sous le tapis. La lettre des généraux, annonçant des lendemains tragiques si rien ne change dans notre politique d'immigration, n'a eu aucun écho, à part désigner les militaires signataires comme des factieux.

Tous les partis politiques qui ont gouverné seront coupables de la guerre civile de demain. Comme le dit inlassablement **Boualem Sansal**, la guerre civile a déjà démarré à bas bruit, exactement comme la **"décennie noire" qui a ensanglanté l'Algérie il y a trente ans.**

Hélas, Boualem Sansal, comme Gérard Collomb, comme Eric Zemmour et bien d'autres, prêche dans le vide depuis des années, aucun décideur politique ne voulant croire à cette guerre qui se profile.

"La France n'est pas l'Algérie" disent les autruches au pouvoir. Mais où qu'il se trouve, l'islamisme n'a bien qu'un seul but : le jihad.

La France se désintègre depuis quarante ans. Car toute notre politique de la ville est un ratage faute de cibler les vrais problèmes. Les milliards ne sont pas la solution. L'intégration de masse est impossible.

"Le problème est que cette politique a laissé de côté les sujets qui fâchent : les flux migratoires, la politique d'intégration, le fondamentalisme religieux, la politique pénale."

Ces quatre points cruciaux ont été systématiquement évacués au nom de la tolérance et de l'antiracisme à sens unique, au nom de l'accueil de l'Autre et du droit à la différence, au nom d'un illusoire "vivre ensemble" et surtout au nom de la sacro-sainte mondialisation heureuse. **Tout a échoué mais**

Macron persiste et signe.

<https://www.ledevoir.com/societe/793992/france-l-expression-de-guerre-civile-est-desormais-dans-tous-les-esprits>

Par lâcheté, Macron refuse obstinément de relever ce défi existentiel. Jamais l'immigration n'é été aussi conséquente. Plus de 500 000 immigrés arrivent chaque année, réguliers et clandestins, qui ne repartent jamais.

Les services de renseignement nous disent qu'il y aurait **2% d'islamistes parmi nos musulmans**. Qui peut croire à cette fable ?

Mais en admettant que ce chiffre soit exact, cela fait 200 000 islamistes sur notre sol. **C'est davantage que nos forces de combat et nos forces de l'ordre réunies !**

Il serait temps d'écouter Boualem Sansal.

La guerre civile en Algérie a fait 200 000 morts en dix ans. Il y a eu des milliers de disparus et des dizaines de milliards de dégâts. Est-ce cela que nous voulons ?

Il n'y aura jamais de "*vivre ensemble*" Le conflit israélo-palestinien le prouve. Depuis 1948, juifs et musulmans n'ont jamais connu un seul jour de paix. Et ce conflit, nous l'avons importé en France...

Nous sommes gouvernés par un dangereux irresponsable auquel personne n'ose s'opposer. Par conséquent, le pire est devant nous.

Jacques Guillemain

<https://ripostelaique.com/le-refus-dun-referendum-sur-limmigration-menera-a-la-guerre-civile.html>